

Le courriel d'échange avec l'administration est wilfried.fassinou@brangeon.fr.

Rédacteur	
Etienne LAVOCAT etienne.lavocat	Signature numérique de Etienne LAVOCAT etienne.lavocat Date : 2023.03.17 09:54:25 +01'00'
L'inspecteur de l'environnement Etienne LAVOCAT	

Vérificateur	Approbateur
Benoit RICHARD benoit.richard Signature numérique de Benoit RICHARD benoit.richard Date : 2023.03.17 10:08:33 +01'00'	Stephane-Y LE- GAL stephane- y.le-gal Signature numérique de Stephane-Y LE-GAL stephane-y.le-gal Date : 2023.03.17 14:24:47 +01'00'
Le Chef de pôle de l'Unité interDépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher Benoit RICHARD	Pour le Directeur, Par délégation, Le Chef de l'Unité interDépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher Stéphane LE GAL

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 14/03/2023 de l'établissement BRANGEON ECOSERVICES (Ex-ECOSYS) implanté rue des Butelles - ZI du Bois de Plantes 37700 Saint-Pierre-des-Corps, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé **une lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Administratif - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/03/2023 article : R.181-47 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Admission des déchets (NC2) - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011 article : Annexe 1_Article 3.5.2 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Gestion du compost - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011 article : Annexe 1_Article 3.8 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Clôture (NC1) - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011 article : Annexe 1_Article 3.2 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Risque accidentel et impact - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/03/2023 article : Article L.181-14 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Implantation - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018 article : 5 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Installation électrique (D6) - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011 article : Annexe 1_Article 2.7 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Isolement du réseau de collecte (D7) - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011 article : Annexe 1_Article 2.7 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Conditions d'entreposage du compost (R1) - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011 article : Annexe 1_Article 3.7 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Eau (D4) - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011 article : Annexe 1_Article 5.3 - délai : 60 jours à compter de la date de la lettre de suite

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY-MESLAY

PARCAY-MESLAY, le 15/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANGEON ECOSERVICES (Ex-ECOSYS)

7 route de Montjean
La Pommeraye
CS80046
49620 Mauges-sur-Loire

Références : LSAEX – 2023/348 – EL
Code AIOT : 0010008385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement BRANGEON ECOSERVICES (Ex-ECOSYS) implanté rue des Butelles - ZI du Bois de Plantes 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La situation économique et environnementale dans laquelle se trouvait la Société ECOSYS a entraîné une dégradation des sites d'exploitation. Par jugement en date du 4 janvier 2023, le Tribunal de Commerce de NANTES a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la société ECOSYS. Le Groupe Brangeon a repris les activités et les sites de la Société ECOSYS à la barre du Tribunal de Commerce de Nantes le 16 février 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON ECOSERVICES (Ex-ECOSYS)
- rue des Butelles ZI du Bois de Plantes 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010008385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Situation administrative du site :

- Récépissé de déclaration n° 15 643 en date du 15 juin 2000,
- Courrier de la préfecture d'Indre-et-Loire du 12 septembre 2017 actant que l'installation relève du régime de **l'autorisation**,
- Courrier de la Préfecture d'Indre-et-Loire du 3 février 2021 prenant acte de la nouvelle situation administrative du site sur les activités suivantes :

Rubrique	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Activité réalisée	Volumes/ quantités
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2716, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	Broyage de déchets classé sous la 2714.	49 tonnes/jour
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.	Transit de bois d'ameublement de classe B	5000 m ³
2794-1	E	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux.	Broyage de déchets végétaux non dangereux correspondant aux déchets végétaux non dangereux liés à la rubrique 1532.	94 tonnes/jour pour une quantité de 23 560 tonnes/an
2780-1c	D	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires.	Compostage de déchets verts	29,9 tonnes/jour
1532-3	D	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Stockage de bois d'emballage, souches et gros bois, bois forestier et plaquettes	15 000 m ³
2260-1b	D	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx ou 3642.	Criblage	387 kW

Actuellement, l'établissement est encadré par les arrêtés ministériels suivants :

- L'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- L'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- L'arrêté ministériel du 12/07/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 (Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation). Compostage de matière végétale ou déchets végétaux.
- L'arrêté ministériel du 05/12/16 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations

classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique 1532-3 (stockages de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531).

- L'arrêté ministériel du 23/05/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail ».

Considérant que le site de Saint-Pierre-des-Corps vend des déchets de bois comme combustibles dans des installations de combustion dans les chaufferies de type biomasse, l'arrêté ministériel du 29/07/2014 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les broyats d'emballages en bois pour un usage comme combustibles de type biomasse dans une installation de combustion est susceptible d'être applicable à l'installation dès lors que les déchets sont vendus avec une sortie de statut de déchets.

Informations générales :

Le site de Saint-Pierre-des-Corps a pour principale vocation la valorisation des déchets de bois sous forme de biomasse à destination des chaufferies ou de broyats à destination des fabricants de panneaux. Il a de plus une activité de compostage.

Le site reçoit uniquement des déchets verts, des bois d'emballages, des bois traités (type panneaux de particules). Il n'y a pas de boues de station d'épuration ou de sous-produits animaux sur le site.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Prise de contact avec le nouveau groupe BRANGEON et gestion des suites de la visite précédente du 19/11/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Administratif	Code de l'environnement du 14/03/2023, article R.181-47	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
2	Admission des déchets (NC2)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
3	Gestion du compost	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.8	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Clôture (NC1)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	Risque accidentel et impact	Code de l'environnement du 14/03/2023, article Article L.181-14	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
6	Implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Installation électrique (D6)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Isolement du réseau de collecte (D7)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
9	Conditions d'entreposage du compost (R1)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.7	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
10	Eau (D4)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 5.3	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Administratif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/03/2023, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
Constats : Le Groupe BRANGEON n'a pas déclaré le changement d'exploitant.
Observations : Au jour de l'inspection, aucune déclaration de changement d'exploitant n'a été réalisée par le Groupe BRANGEON.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Admission des déchets (NC2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Information préalable sur les matières à traiter
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.
Constats : L'exploitant n'a pas établi de Fiche d'Information Préalable.
Observations : Le groupe BRANGEON a déclaré que le site ne réalisait pas de compostage sur la plateforme de Saint-Pierre-des-Corps. Cependant l'exploitant est sous le régime de la déclaration pour la rubrique 2780-1c. Par conséquent, il se doit de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12/07/11 relatif aux installations classées de compostage. Dans le cas où l'exploitant ne souhaite pas effectuer de compostage sur la plateforme, il se doit de mettre à jour sa situation administrative à jour au regard des activités réellement exercées. Par ailleurs, la FIP (Fiche d'Information Préalable) doit être également établie pour les déchets classés sous la rubrique 2714 relative au transit, regroupement, tri ou préparation de déchets de bois (article 13 de l'AM du 06/06/2018).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Gestion du compost

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et suivi du procédé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lots sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en oeuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nature et origine des produits ou déchets constituant le lot, - mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe II, - nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains, - durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation, - les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante.
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de document de suivi par lots du compost sur lequel il reporte toutes les informations mentionnées à l'Annexe 1_Article 3.8 de l'AM du 12/07/2011.</p>
<p>Observations : Le groupe BRANGEON a déclaré qu'il ne réalisait pas de compostage sur la plateforme de Saint-Pierre-des-Corps. Cependant l'exploitant est sous le régime de la déclaration pour la rubrique 2780-1c. Par conséquent , il se doit de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12/07/11 relatif aux installations classées de compostage.</p> <p>Dans le cas ou l'exploitant ne souhaite pas effectuer de compostage sur la plateforme, il se doit de mettre à jour sa situation administrative à jour au regard des activités réellement exercées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Clôture (NC1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès, clôture de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation. L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.
Constats : L'ensemble du site n'est pas clôturé et permet à des personnes étrangères de pénétrer sur le site sans difficulté.
Observations : L'inspection a constaté que le site n'est entièrement clôturé sur toute la périphérie de l'installation. L'inspection rappelle que l'exploitant est responsable en cas d'accident d'une personne étrangère ayant pénétré sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Risque accidentel et impact

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/03/2023, article Article L.181-14
Thème(s) : Risques accidentels, Etude d'impact et de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats : L'exploitant n' a pas transmis une étude reprenant les différents impacts et dangers engendrés, afin d'identifier et maîtriser les dangers et risques liés aux accidents majeurs pouvant survenir dans son établissement de Saint-Pierre-des-Corps. La gestion des eaux pluviales du site et des eaux d'extinction doit être explicite dans le dossier.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Constat le 13/09/2018 :</u> L'exploitant doit fournir un dossier technique présentant son activité, les seuils d'activité qu'il souhaite voir acter pour chacune des rubriques de la nomenclature et reprend les différents impacts et dangers engendrés par le site. De plus, il doit justifier du respect de chaque prescription applicable à l'installation au regard des arrêtés ministériels en vigueur.</p> <p><u>Constat le 19/11/2021 :</u> L'ensemble des modifications qualifiées de mineures lors des analyses individuelles n'ont pas été de nature à constituer un ou plusieurs phénomènes dangereux. Cependant, compte tenu des stockages suivants déclarés pour le récépissé de déclaration n°15 643 en date du 15 juin 2000 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 5t/j concernant la fabrication d'engrais à partir de matière organique, pour la rubrique 2170-2 ; – 4 000 m³ de stockage d'engrais et supports de culture renfermant des matières organiques, pour la rubrique 2171 ; – 187 kW de puissance installée des appareils utilisés pour le broyage des végétaux, pour la rubrique 2260-2. <p>et des quantités et volumes de stockage actuels (mentionnée au chapitre 1 - Situation administrative du site), l'exploitant doit mettre son site en conformité avec les dispositions réglementaires correspondant à ce nouveau régime et aux modifications réglementaires. Ainsi comme proposé par l'exploitant le 29/10/2018, l'inspection demande la transmission d'une étude reprenant les différents impacts et dangers engendrés par le site. De plus, il doit justifier du respect de chaque prescription applicable à l'installation au regard des arrêtés ministériels en vigueur.</p> <p>La remise du dossier technique n'a pas pour objet de re-statuer sur l'autorisation délivrée par le préfet pour l'exploitation de l'établissement. En revanche, elle a pour finalité d'identifier les prescriptions, compte tenu des évolutions de l'installation, de l'environnement et de la connaissance des risques accidentels, pour maintenir l'acceptabilité du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, distances d'éloignements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
Constats : L'ensemble des aires de stockages des différentes matières sont disposées à moins de 20 mètres des limites de propriété et l'exploitant n'a pas justifié que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) sont contenus à l'intérieur du site.
Observations : L'inspection a constaté que le site est saturé de déchets de bois de types palettes et autres ainsi que de matières fermentescibles. L'ensemble des différentes matières est disposé sur toute la périphérie du site à moins de 20 mètres des limites de propriété.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Installation électrique (D6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les installations électriques sont entretenues.
Observations : Le nouvel exploitant a indiqué n'avoir aucune trace du suivi des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Isolement du réseau de collecte (D7)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : Il n'existe aucun dispositif permettant de maintenir sur site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport.
Observations : L'inspection a constaté que le site n'est pas pourvu sur toute la périphérie de bordures pouvant empêcher les eaux pluviales ruisselant sur la plateforme de sortir de l'installation et de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Par ailleurs, le bassin devant contenir les eaux d'extinction est en partie rempli et ne peut par conséquent remplir le rôle de bassin de confinement des eaux d'extinction. De plus, la bâche du bassin présente plusieurs dégradation occasionnées par des rongeurs qui de fait, rendent le bassin non étanche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Conditions d'entreposage du compost (R1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur et condition du stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entreposage des matières entrantes se fait de manière séparée de celui des composts, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis destinés à un retour au sol sont entreposés par lots afin d'en assurer la traçabilité. Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit. L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. Cette hauteur peut être portée à 5 mètres pour l'entreposage du compost produit s'il est conforme à une norme et si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.
Constats : La hauteur des matières fermentescibles est supérieure à 3 mètres.
Observations : L'inspection a constaté que les tas de matières fermentescibles présentes sur l'installation sont entreposés sur une hauteur avoisinant les 6 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection canalisation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que son installation dispose bien d'un dispositif anti-retour sur sa canalisation d'eau potable.
Observations : Le groupe BBRANGEON ayant repris le 16 février 2023 le site au groupe ECOSYS, exploitant précédent, l'exploitant n'a pas connaissance si un tel dispositif est en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours